



Nouvelles de A.D.A

Journal n°71
Décembre 2016

UN COUP DE MAIN POUR GRANDIR

3

Burundi
l'espoir déçu

4

Amakaramizero
Vaincre l'adversité

5

Centre socio-éducatif
Déménagement

Edito

ADA - Trop petite pour survivre ?

2016 fut une année difficile pour les ONG, surtout pour les plus petites d'entre elles. La légitimité et l'existence même des petites structures sont sans cesse remise en cause, tant par le pouvoir institutionnel que par les grosses ONG belges et internationales.

Une des définitions les plus utilisées de la légitimité dans le monde des ONG est celle de Michael Edwards : « *Avoir le droit d'être et de faire quelque chose dans la société (un sentiment qu'une organisation est licite, adéquate, acceptable et justifiée dans ce qu'elle fait et dans ce qu'elle dit) et de continuer à bénéficier de l'appui d'une base identifiable.* »⁽¹⁾

Etre légitime, mais vis-vis de qui ?

Les ONG font face à de multiples parties prenantes envers lesquelles elles doivent être légitimes. Chaque type de relation impliquant une forme correspondante de légitimité.

La légitimité face aux bailleurs et aux pouvoirs publics se fait en regard des exigences légales et normatives imposées par les bailleurs, que ce soit via des conditions d'accès (la procédure d'agrément de la DGD en est l'exemple idéal) ou au travers des procédures de suivi, d'évaluation et de rapportage. L'accent de ce type de légitimité est surtout mis sur les capacités de gestion de l'ONG.

La légitimité vis-à-vis des bénéficiaires se démontre grâce à l'impact et à la durabilité des projets sur les conditions de vie des bénéficiaires directs des projets. Quelles sont la plus-value et l'expertise apportées par telle ONG vis-à-vis de la problématique abordée ?

La légitimité par rapport à la société civile.

À Bruxelles et en Wallonie, beaucoup de petites ONG proches du citoyen émanent de la vie associative et ce sont les membres et le réseau de l'ONG qui lui donnent sa légitimité, c'est-dire vous !

Or, même si nous avons prouvé, en tant que petite ONG que nous possédons les capacités de gestion requises (notre très belle réussite au screening en faisant foi) et que nous démontrons notre efficacité sur le terrain (voir à ce titre les résultats exceptionnels du REPRECO et du SOLIVES), nous restons taxés de « trop petit pour être professionnel » et nous sommes, à ce titre, sanctionnés dans nos demandes de financement.

La taille serait donc un frein au professionnalisme ? Il est vrai que nous surnavigons dans un monde de plus en plus technocrate et administratif où nous entendons sans cesse parler de rapports d'évaluation, de performance et surtout d'argent. Par contre, l'humain, c'est à dire, pour nous, le bénéficiaire et l'impact d'un projet sur son existence semblent totalement absents du débat.

Qu'importe les résultats d'un projet, qu'importe l'expertise d'une ONG sur le terrain. Le débat n'est manifestement pas là. L'argument massue qu'on nous assène sans cesse : « *Le travail pour gérer un projet de 100.000 € ou d'un million d'euros est le même. Nous manquons d'effectifs et préférons un projet de 1 million plutôt que 10 de 100.000.* »

Même si ces 100.000 € annuels suffisent pour changer la vie de plusieurs milliers de personnes ?

Nathalie Rucquoy

(1) Edwards, Michael : *Futur Positif: Coopération Internationale au Vingt et unième Siècle*, (Londres: Earthscan), 1999, pp.258

Burundi - L'espoir déçu

La population du Burundi est essentiellement rurale et tire ses moyens de subsistance d'une agriculture qui, en général, est d'auto-suffisance alimentaire stricte. Le secteur agricole burundais est, en effet, caractérisé par un manque de productivité et une faible rentabilité. De plus, la mauvaise articulation avec les autres secteurs de la vie économique limite fortement le développement d'activités génératrices de revenus.

En 2005, à la fin de la guerre civile qui a déchiré le Burundi durant 12 ans, le gouvernement exprime sa volonté de relancer le secteur agricole. En 2006 un document intitulé « Relance et développement durable du secteur agricole »⁽¹⁾ a été produit. Il s'agit, dans un premier temps, de relancer l'activité agricole, de réhabiliter les ressources naturelles et les infrastructures agro-industrielles et de bâtir, à moyen terme, les fondements d'une modernisation durable.

Malheureusement, les résultats atteints sont en deçà des attentes. En effet, même si le secteur de l'élevage a réalisé des progrès significatifs, le secteur primaire a été marqué par une faible croissance. On estime aujourd'hui que l'insécurité alimentaire touche environ 75 % de la population et que plus de la moitié des



50% des enfants burundais souffrent de malnutrition.

enfants burundais souffrent de malnutrition chronique.

Depuis 2015, le Burundi a le triste privilège d'être classé « Pays le plus pauvre du monde » par le FMI, avec un PIB de seulement 315,2 dollars par habitant. Or, suite à l'instabilité politique actuelle du pays, plusieurs bailleurs de fonds ont déjà annoncé un retrait partiel ou total de leur appui au gouvernement burundais. C'est le cas de la Belgique, des Pays-Bas, des Etats-Unis et de l'UE.

On peut alors se demander comment les personnes les plus pauvres du Burundi vont encore une fois pouvoir surmonter une telle crise, et de quoi ils vont vivre dans les mois et années à venir.

(1) Politique Sectorielle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage 2006-2010 – Relance et développement du secteur agricole.

La Maison d'Espérance

Dans ce contexte, le projet de la Maison d'Espérance, la maison d'accueil pour enfants de la commune de Bukeye, née du rêve de Léoncie Ciza pour redonner espoir aux enfants privés d'avenir est, lui aussi, dans la tourmente. Dans la mesure du possible, les enfants ont été accueillis dans des familles. Une maison est actuellement en rénovation afin d'assurer l'hébergement des sept derniers orphelins, parmi lesquels deux enfants, plus âgés, assumeront l'encadrement de leurs cadets.

Amakaramizero - Vaincre l'adversité

Le projet AMAKARAMIZERO est le second volet d'un projet de production et de commercialisation d'un boulet combustible à base de résidus de charbon de bois et de biomasse. L'ensemble du projet vise à sortir durablement les acteurs de la filière de la précarité, tout en diminuant la pression des populations sur le boisement. Cette approche doit permettre non seulement d'accroître et de sécuriser les revenus des acteurs de la filière mais également de satisfaire de manière économique et durable les besoins des ménages en combustible domestique.

Confrontée à la problématique des femmes sans formation cantonnées au seul petit commerce informel, l'association Amizero a voulu créer des opportunités d'emploi pour un maximum de femmes grâce au ramassage, tri et recyclage des déchets ménagers.

En 2003, avec l'aide des 77 membres d'Amizero/Rugenge, Amizero a élaboré un ingénieux projet de recyclage des déchets dans le quartier de Rugenge. A force de patience et de persévérance, de modestes revenus sont générés via la collecte et le tri des déchets.

En 2007, Amizero introduit un projet de valorisation de ces déchets pour la fabrication et la commercialisation d'un boulet combustible à base de résidus de charbon de bois et de biomasse.

En 2010, les premiers boulets sont commercialisés sur les marchés.

Un parcours d'obstacles

Le projet a connu de grosses difficultés de démarrage et nous a obligé à concevoir une toute autre technique de commercialisation des boulets combustibles que celle prévue au départ..

En effet, la législation rwandaise a été considérablement modifiée depuis le moment où le dossier a été élaboré (janvier 2013). De plus, l'une des matières premières, autrefois accessible très facilement et gratuitement (fines de charbon) est aujourd'hui payante, ce qui nous a également obligé à trouver des solutions alternatives.





D'un point de vue marketing, les principales difficultés rencontrées sont de fortes résistances au changement affichées par les utilisateurs ciblés, et la non-adéquation du produit aux moyens financiers des ménages les plus vulnérables. Pour cette raison, une nouvelle cible marketing a été définie avec une approche commerciale qui s'avère aujourd'hui payante.

Une nouvelle cible marketing

Suite à une mission technique opérée en novembre 2015, l'expert, Thierry Van Zuylen, mis au fait des évolutions du marché de l'énergie à Kigali, a réorienté l'approche de la vente directe vers la clientèle des restaurants. L'idée est de remplir des braseros de boulets et de les disposer près de chaque table située en terrasse dans les restaurants de Kigali.

En effet, il y fait assez frais, en soirée, durant environ 9 mois de l'année (excepté juin, juillet et août) et les restaurants mettent souvent des couvertures à disposition des clients qui désirent prolonger leur soirée en terrasse.

Des perspectives prometteuses

Le produit, innovant, n'entre plus en concurrence directe avec le gaz ou le charbon de bois. La clientèle est plus aisée et les prix pratiqués, plus élevés, permettent d'intégrer l'augmentation des coûts de production résultant de l'achat des fines de charbon, ce qui diminue le seuil de rentabilité de l'unité de production. Grâce à ce nouveau marché, l'usine d'Amizero atteindra son seuil de rentabilité à 9 tonnes (contre 15 au prix de vente «ménages»). A la fin du projet, 3 restaurants de Kigali, disposant d'environ 10 tables en terrasse chacun étaient fidélisés (ventes moyennes espérées : 16,2 tonnes/an, soit 1,35 tonne/mois).

Une ténacité payante

Ce projet n'a pas été facile à mener, mais les femmes qui en sont actrices ont fait preuve d'une pugnacité hors du commun. Chaque obstacle rencontré était l'occasion de trouver des solutions ancrées dans la réalité mais souvent innovantes. Cette ténacité est, selon nous, gage de durabilité du projet.

Centre socio-éducatif : déménagement !



La première garderie d'Amizero a été officiellement inaugurée le 7 février 2005. Elle était conçue pour accueillir les 60 enfants en âge préscolaire des ouvrières d'Amizero.

Au fil des ans, la garderie a ouvert ses portes à un nombre toujours plus important d'enfants. Jusqu'à récemment, elle accueillait 143 enfants et devait en refuser d'autres. Après quelques extensions de fortune, force fut de constater que la garderie ne pouvait plus garantir la qualité de l'encadrement et des services proposés. C'est là en effet, que les enfants prennent leur seul repas de la journée et trouvent une aide pour effectuer leurs devoirs. Leurs parents sont souvent analphabètes et la maison familiale ne dispose pas d'électricité pour leur permettre de réaliser leurs travaux scolaires en soirée.

Afin de ne plus devoir exclure aucun enfant, Amizero a trouvé et acheté, sur fonds propres, un terrain aux dimensions suffisantes pour y faire construire un centre socio éducatif. Le bâtiment fut érigé

dans le courant de l'année 2012 et le début de l'année 2013 grâce au financement de mécènes privés.

Grâce aux fonds alloués au centre par l'asbl *Interligne*, les enfants ont pu investir leurs nouveaux locaux et les premiers aménagements ont pu y être assurés :

- Un local cuisine pour la préparation de l'ensemble des repas ;
- Le premier équipement des salles de classes avec notamment l'achat de pupitres et de chaises.

En outre, 6 ordinateurs ont été mis à disposition par la commune de Waterloo et le financement du poulailler a été, en partie, assuré par un don du Schuman Trophy.

Spectacle au profit de ADA



One-Woman show de et avec Nathalie Penning, dans une mise en scène de Nathalie Uffner.

La Justice sauvée de l'ennui

C'est fou tous ces gens qui veulent admirer les dessous de Nathalie Penning, cette drôle d'avocate qui, outre la veuve et l'orphelin, a choisi de défendre l'humour. Vous l'avez compris, elle fait rire de son métier, de la Justice et de ses coulisses.

Une occasion à ne pas rater pour ce spectacle qui a connu un énorme succès en 2015 et 2016. Supposée faire un des métiers les plus sérieux du monde, à 5 ans déjà, Nathalie Penning chantait «Rikita Fleur de Java» de Georgette Plana, debout sur la table de la cuisine. Depuis, elle ne rate pas l'occasion, entre deux plaidoiries, de remonter sur les planches.

Après ses premières blagues téléphoniques et autres revues scolaires, elle trouve sa

voie : le comique. Mais en 1985, Nathalie s'inscrit sagement à la faculté de droit de l'ULB puis enchaine en septembre 1990 un troisième cycle à l'Institut d'Etudes européennes et devient avocate au Barreau de Bruxelles.

« Sous la robe », le titre est clair, Nathalie va nous faire rire de, et avec, son métier d'avocate. Vous n'aurez aucun nom (le Bâtonnier lui donnerait du bâton), mais une vision assez particulière de ceux qui ne parlent qu'en présence de leur avocat. Et à la fin, c'est le rire qui gagne le procès.

Quand :	21 avril 2017 à 20h00
Où:	W:hall 93, Avenue Charles Thielemans 1150 Woluwe-Saint-Pierre
Tarif:	32€ en catégorie 1, 25€ en catégorie 2
Petite restauration:	Quiche 9€ / Sandwich 3€
Réservation:	Luce Leflere : l.leflere@ada-zoa.org ou par tel :02/731.36.79

Paiement : IBAN : BE15 3101 1861 5730

Communication : « Nbre de places x 32€/25€ + Nbre de quiches ou sandwiches + n° de tél/gsm »

CNCD

11.11.11



L'opération 11.11.11 est une grande récolte de fonds pour financer des projets de développement, menés au Nord et au Sud par les ONG membres du CNCD-11.11.11 et leurs partenaires locaux.

Le CNCD-11.11.11 s'allie aux mutualités, syndicats et ONG pour poursuivre une grande campagne nationale débutée en 2015. Cette action de sensibilisation et d'interpellation politique a pour objectif de faire de la protection sociale une priorité des politiques publiques dans le monde entier.

Grâce à la solidarité entre toutes et tous, chacun a droit à une protection sociale qui assure une couverture des soins de santé et un revenu décent. La protection sociale est un mécanisme accessible à tous les pays qui permet de lutter efficacement contre les inégalités sociales et constitue un levier puissant de développement.

Soutenez nos actions

1 € de don = 5 € pour nos projets.

Vos dons sont valorisés et multipliés grâce à l'effet « levier » qu'offre la formule de cofinancement des bailleurs de fonds tels que la DGD, la Région wallonne ou la Commission européenne. *Auto-Développement Afrique* vous garantit que, sur base annuelle, au moins 80% de ses revenus sont directement attribués à ses projets de développement.

Compte : 310-1186157-30

Vous êtes convaincu(e) par nos actions ? Pour nous assurer votre soutien à long terme quel que soit le montant de votre don, nous vous invitons à choisir la formule de l'ordre permanent. De plus, les dons qui, au total, s'élèvent à un minimum de 40€ dans le courant de la même année sont déductibles fiscalement.



Nous vous souhaitons de joyeuses fêtes et nos meilleurs vœux pour 2017.

Trimestriel « Nouvelles de A.D.A. »
Rue Driesbos 32 - 1640 Rhode -St Genèse
Téléphone : 02 540 80 22
E-mail : info@ada-zoa.org
www.ada-zoa.org



Editeur responsable : Luce Leflere-Denays
Rue du Long Chêne 64 - 1970 Wezembeek-Oppeem